

[Text]

• 1405

Revenons à notre autonomie. Si on avait notre autonomie et un territoire assez grand pour pouvoir faire du développement économique, d'ici peu de temps, on ne demanderait plus d'argent.

Luc Lainé a peut-être quelques mots à dire parce qu'il a étudié un peu ce qui s'est passé.

Mme Campbell: Je parle des commissions royales. . .

M. Luc Lainé (conseiller en autonomie, Conseil de la Nation huronne Wendat): Le Grand chef faisait le préambule à. . .

Mme Campbell: J'ai aimé sa réponse.

M. Lainé: J'aimerais ajouter à ce que le Grand chef disait pour tenter de répondre à votre question concernant notre réaction à l'annonce de la commission royale. Bien sûr, M. Maxwell Yalden en recommande une depuis plusieurs mois. Le gouvernement fédéral faisait la moue et disait: Non, non, non. On a dit à la commission Bélanger-Campeau: Il y a toutes sortes de commissions et, pour l'instant, c'est intéressant car cela donne beaucoup d'espoir, mais s'il n'y a pas de volonté derrière ces commissions-là, où se retrouve-t-on? On retourne à la case de départ. Il y a eu le Comité Penner, le rapport Coolican et une foule d'autres d'études qui, malheureusement, ne nous ont fait avancer que très peu.

Pour ce qui est de l'annonce du premier ministre à Victoria, avant-hier, une chose nous fait sursauter. Malgré ce que M. Mulroney a dit dans son discours à Victoria, lorsqu'il a annoncé la création de la commission royale, le mandat est beaucoup trop restreint, beaucoup trop limité. Cela se limite à des questions d'économie, de culture et de conditions sociales. La question de fond, comme le Grand chef l'a dit tout à l'heure dans sa présentation, c'est qu'il faut aller au coeur du vrai problème, à la base même, c'est-à-dire nous reconnaître comme peuple fondateur, reconnaître la contribution historique et présente des Premières nations, et reconnaître la contribution future que les Premières nations pourront apporter à la protection du Canada et au développement de ce pays. En résumé, il est bon de créer une commission royale, mais nous trouvons que son mandat est beaucoup trop étroit.

Deuxièmement, comme le Grand chef disait, le gouvernement sent que l'été approche et, pour essayer de gagner du temps ou de refroidir les esprits, il décide de faire une belle commission. Pendant ce temps-là, on va discuter de tous les problèmes qu'il peut y avoir sur la table, mais il n'y a absolument rien qui se règle. Pour ce qui est de participer à ce genre de commission, on commence à être un peu essouffés. Je suis un peu plus jeune que le Grand chef, mais j'ai déjà. . .

Une voix: Cela ne paraît pas.

M. Lainé: C'est un peu la même salade. Tout ce qui change, c'est l'assaisonnement.

Le Grand chef Gros Louis: Quand on est plus jeune, on est plus rapide.

On voit la Constitution du Canada et on se dit que c'est facile. Je vous dis que déjà, il y avait un solage ici, au Canada. C'était les Nations indiennes, mais on a bâti une maison juste à côté du solage. C'est ce qu'on a fait. Cela ne

[Translation]

To go back to our autonomy, if our land was large enough for our economic development and if we had autonomy in a short while, we would not need to ask for money anymore.

Luc Lainé might have a few words to add because he has examined what has happened.

Mrs. Campbell: I was talking about a royal commission. . .

Mr. Luc Lainé (Autonomy Adviser, Conseil de la Nation huronne Wendat): The Grand chief has made a preamble. . .

Mrs. Campbell: I liked his answer.

Mr. Lainé: I would like to add to the Grand chief's answer to your question about the new royal commission. Mr. Maxwell Yalden has been recommending one for quite a few months now. At first, the federal government answered in the negative. As we said before the Bélanger-Campeau commission: There are all kinds of commissions and, for the time being, it is interesting because it does raise our hopes, but if there is no political will, where will it lead us? Back to the start. We had the Penner committee, the Coolican report and plenty of other studies, but we have made very little progress.

As for the Prime Minister's announcement in Victoria, two days ago, one thing has taken us by surprise. In spite of Mr. Mulroney's speech in Victoria, the mandate given to the royal commission is far too restrictive, far too limited. The commission will consider only issues relating to economy, culture and social conditions. The main thing, as the Grand chief stated earlier in his presentation, is to get to the heart of the matter, and that is to recognize our status as a founding people and the historical and present contribution of the First Nations as well as what we may bring to preserve and develop Canada in the future. In other words, a royal commission is a good idea, but we find its mandate much too restrictive.

The Grand chief has also said that the government sees summer coming and it hopes to gain time and cool things down by creating a nice commission. So we will be discussing all the issues on the table, but nothing will be settled. As for our participation to such a commission, we need time to catch our breath. I am a bit younger than our Grand chief, but I already have. . .

An hon. member: It does not show.

Mr. Lainé: It is the same old book with a different cover.

Grand Chief Gros Louis: The younger ones are faster.

It looks easy when you read the Canadian Constitution. There were foundations here before and they were the Indian nations. Unfortunately, the house was not built over the foundations. Thus, it will never work. Canada will never be